

Département Politique

Suisse

Division des Affaires Etrangères

Berne, le 8 janvier 1920.

111 My

Prière de rappeler ce numéro
dans la réponse

Monsieur le Ministre,

Nous avons adressé, le 13 décembre, à toutes les Puissances prévues comme devant participer à la Société des Nations un aide-mémoire exposant le point de vue du Conseil fédéral au sujet du délai dans lequel la Suisse pourra adhérer à la Ligue.

Le Gouvernement français a jugé bon de saisir de cette question le Conseil Suprême. Celui-ci a remis notre aide-mémoire à l'examen de quelques juristes dont les noms ne sont pas illustres (M. Fromageot pour la France, M. Pilotti pour l'Italie, M. Malkin pour l'Angleterre et M. Nagooko pour le Japon. L'Amérique n'était pas représentée). Tout cela a eu lieu sans que nous en ayons rien su. A la suite de cet examen, le Secrétariat général de la Conférence de la Paix a adressé à notre Légation à Paris une réponse à notre aide-mémoire, réponse qui ne touche pas seulement à la question du délai. Elle discute en effet la thèse suisse de la ratification par les cinq puissances principales et ^{réserve} le maintien de la neutralité suisse au sein de la Ligue. Cette réponse a été remise au Conseil fédéral, qui l'examine.

X

X

Nous pouvons vous informer confidentiellement que la question de la reconnaissance de l'Autriche est arrivée à maturité. Le Conseil fédéral s'en occupera sans doute d'ici à peu de jours et il est probable que la reconnaissance sera décidée.

On a l'habitude, en Europe en général et en Suisse aussi, d'envisager l'Autriche uniquement au point de vue sentimental: on songe aux enfants de Vienne qui meurent de faim, à la nation dépouillée de nombreuses provinces et grevée d'indemnités trop lourdes à payer. Cette triste situation détourne quelque peu l'attention de l'activité du Gouvernement autrichien et cache aux yeux du public l'extrême habileté de la politique de M. Renner. Dès les premiers jours des conférences de St-Germain, celui-ci, par sa bonhomie, sa modestie, son attitude résignée, a su se gagner la sympathie des Puissances de l'Entente: la presse française s'est alors fait l'écho de ces sentiments bienveillants. L'ancienne Légation d'Autriche-Hongrie à Berne a été très frappée de ce succès de Renner auprès de l'Entente; elle se demande à quoi l'attribuer, car le Chancelier autrichien ne lui est pas autrement sympathique. Dans la question du Vorarlberg, nous avons eu quelques indications sur les méthodes de M. Renner: d'abord les avances apparentes aux Vorarlbergeois et les promesses faites par l'intermédiaire de Fink pour éviter une proclamation d'indépendance imminente; ensuite les mouvements de rébellion autonomiste organisés à Salzbourg et au Tyrol pour impres-

sionner les Puissances; enfin nous venons d'avoir connaissance d'un moyen fort efficace auquel M. Renner a recouru, avec plein succès, pour s'assurer le concours des Anglais dans sa politique vorarlbergéoise: il avait exposé que, étant donné le développement que doit prendre la navigation sur le Rhin, le port de Bregenz deviendrait indispensable à l'Autriche pour maintenir ses communications avec la mer du Nord et l'Océan. Vous voyez l'habileté du Chancelier qui sait découvrir, même pour l'Angleterre, des raisons militantes en faveur du maintien de l'union du Vorarlberg avec l'Autriche. Les Anglais ont tout de suite vu la possibilité d'un commerce direct par voie fluviale de Londres à la frontière autrichienne.

Le succès obtenu par M. Renner à Paris pour maintenir en vie l'Autriche n'est jusqu'ici que relatif. En effet, M. Allizé lui-même ne prévoit, pour le moment, qu'un secours immédiat destiné surtout à "empêcher les formes irréparables de la catastrophe". Y arrivera-t-on ? Il y a des gens qui en doutent et qui prévoient d'ici à quelques semaines un effondrement de tout et les troubles les plus graves engendrés par le désespoir. Mais si souvent déjà des prédictions analogues ont été démenties par les événements que l'on ose être plus optimiste. Les encouragements du bolchévisme hongrois ayant disparu, la sagesse et la patience sans bornes de la population viennoise peuvent une fois de plus développer une force d'inertie suffisante pour résister à des entraînements dangereux. Mais le péril n'en existe pas moins et serait surtout à craindre si des mouvements révolutionnaires se produisaient dans quelque pays voisin.

La représentation française en Autriche

préconise des accords économiques avec les pays voisins: la force des choses tend ainsi à rapprocher les pays que l'on croyait rattachés les uns aux autres par le seul lien de la dynastie commune. La représentation britannique voit l'avenir autrichien plutôt en noir, surtout à cause du problème des transports. Elle cherche le seul remède efficace dans la création d'un service centralisé des transports pour tous les pays de l'ancienne double-monarchie, service qui serait dirigé par l'Entente et aurait son siège à Vienne. Le Président Masaryk aurait été sondé à ce sujet et se serait déclaré d'accord en principe pourvu que le siège de l'organisation fût installé à Prague, mais l'Angleterre considèrerait Vienne comme bien mieux située comme centre ferroviaire.

De Hongrie, on continue à assurer que la monarchie est inévitable. Le baron Bornemisza, qui part ces jours-ci pour venir représenter officieusement à Berne le Gouvernement de Budapest, dit que les élections vont se faire certainement vers la fin de ce mois et qu'elles seront indubitablement en faveur de la forme monarchique; sur environ 180 mandats, il prévoit que 70 iront aux anciens partis magyars, 70 au nouveau parti des paysans (monarchistes aussi) et 40 aux démocrates et autres qui ne seraient pas tous républicains; les socialistes n'auraient à espérer que quelques mandats à Budapest et dans ses faubourgs industriels. Il est impossible de dire encore qui montera sur le trône. La couronne de St.Etienne -- la couronne proprement dite -- joue un rôle important en Hongrie et parmi les paysans surtout: est roi celui qui a ceint cette couronne. Le roi Charles est donc pour beaucoup le seul roi possible.

Il est probable que la nouvelle assemblée nationale déclarera tout ce qui est survenu depuis la révolution --y compris le régime Carolyi -- comme nul et non avenu et reprendra le fil des affaires là où elles en étaient au mois d'octobre 1918 comme si rien n'était survenu depuis lors; le roi Charles ne serait pas remplacé sur le trône, il serait sensé ne l'avoir jamais quitté. Seulement pour éviter les difficultés du moment, Charles IV (IV en Hongrie) ne reprendrait pas possession du pouvoir mais le déléguerait, selon les anciennes formes de tradition en Hongrie lors des absences du roi, à un "Palatin" qui serait l'archiduc Joseph, né et domicilié en Hongrie, très populaire là-bas et dont le père et le grand-père ont déjà revêtu cette charge. Reste à savoir ce que dira l'Entente et si la nouvelle, d'après laquelle elle s'opposerait à la reprise du pouvoir par les Habsbourg aussi bien que par les Hohenzollern, est exacte.

|||||

X

De source non officielle, nous apprenons que la mission française est disposée à favoriser un rapprochement des marchands français et hongrois. Le commerce de Hongrie est presque entièrement dans les mains des juifs. Bien qu'en principe une autorisation soit nécessaire pour obtenir des importations de Hongrie en France, une exception générale a été faite déjà pour le bois, les tuiles, l'ardoise, la chaux, le ciment, le fer et l'acier.

X

De source privée, nous recevons sur la Hongrie les renseignements suivants: tout le monde est d'accord pour le retour à la monarchie, mais on songe à l'archiduc Frédéric, dont la candidature aurait les plus grandes chances de succès. Les anciens fonctionnaires ont presque partout repris leur

place et les quelques socialistes qui restent n'ont aucun succès en dehors de Budapest. Le Gouvernement actuel manque d'hommes d'affaires pratiques et le premier soin du futur Gouvernement monarchique devra consister en un remaniement du Ministère dans ce sens. On ne craint plus une imixion de l'Entente, car celle-ci a perdu son prestige. La France et l'Angleterre sont bien loin et, quant aux Italiens et aux Serbes, on pourra toujours s'entendre avec eux. Ces derniers sont même des alliés éventuels contre les Roumains auxquels va toute la haine du peuple hongrois.

Loin de redouter l'Autriche et l'Allemagne, on espère au contraire un appui secret de ces Puissances. La politique hongroise et la sympathie du peuple tendent toujours plus vers l'Allemagne, ce qui n'est pas désagréable à l'Italie. Et les Tchèques, nous dit-notre interlocuteur, ont trop à craindre de leurs difficultés intérieures pour oser entreprendre quoi que ce soit contre la Hongrie.

Nous apprenons que l'armée Koltschak, dans sa retraite, a abandonné de nombreux camps de prisonniers, dont cinq à Omsk.

M. Clémenceau ne s'est pas déclaré candidat au poste de Président de la République française, mais son silence est considéré comme indiquant une décision de sa part de se laisser porter à la Présidence.

M. Jonnart, dont la candidature avait été envisagée, sera président de la commission des réparations.

M. Deschanel serait considéré comme le dauphin du président octogénaire.

C'est Millerand qui sera chargé de constituer le ministère: il aura pour tâche de simplifier l'administration.

L'Italie a déjà désigné le Ministre qui la représentera à Berlin le lendemain du jour de la signature du premier procès-verbal du dépôt des ratifications du traité de Versailles. Il avait d'abord été question de M. Bordonaro qui se trouve déjà à Berlin. Mais le choix du Gouvernement italien s'est porté sur le Comte Aldrovandi, ancien chef de cabinet de M. Sonnino.

Il paraît que les Alliés ont décidé de ne plus demander l'agrément de l'Allemagne pour leurs représentants diplomatiques, mais de se contenter à l'avenir d'une notification: il ne s'agit pas là d'un arrangement réciproque, car l'Entente se réserve de refuser l'agrément aux représentants allemands: elle fait d'ailleurs usage de ce droit, comme l'Italie dans le cas du Comte Bernstorff.

En regard de cette attitude raide de l'Entente, il faut mentionner le renseignement assez curieux qui nous arrive sur une modification dans la manière de voir de M. Clémenceau, qui montrerait toujours plus de compréhension pour la situation de l'Allemagne et aurait, au cours des dernières négociations, fait preuve "de sentiments germanophiles" (sic).

M. Clémenceau aurait "enfin compris" que le Gouvernement allemand actuel est le meilleur que l'Allemagne puisse avoir dans les circonstances présentes. La France aurait fait tous ses efforts pour que la dernière réponse à la note allemande fût conçue en termes conciliants; ce serait l'Angleterre qui aurait insisté pour que cette réponse fût, tout au moins dans la forme, raide et sans concessions.

Par contre, on reproche aux Allemands une politique peu habile. Ils insisteraient avec raideur sur

leurs droits dans des questions secondaires ou sur des points de forme, et provoqueraient ainsi la mauvaise humeur de leurs adversaires. C'est ainsi que Berlin n'a pas voulu comprendre que M. von Lersner n'était pas persona grata et s'est refusé à saisir les insinuations qu'on lui faisait en vue de l'envoi d'un autre négociateur. De même Berlin n'a pas voulu laisser remplacer^{par}/des Ministres les anciens Ambassadeurs à Berlin, ce qui aurait été commode à l'Entente, en vue de sa représentation par des Ministres seulement en Autriche et en Tchéco-Slovaquie. X

En ce qui concerne la reprise des rapports diplomatiques de la Belgique avec l'Allemagne, si le gouvernement du Reich persiste à vouloir envoyer à Bruxelles un fonctionnaire ou un ministre appartenant à l'ancien personnel impérial, on peut prédire à coup sûr que cet envoyé trouvera toutes les portes closes et verra échouer infailliblement sa mission, tandis que s'il envoie un homme libéral, offrant toute garantie, partisan du nouvel état de choses, les chances de réussite seront tout autres.

A l'intérieur, on reproche au Gouvernement allemand de répondre aux exigences de l'Entente par une série d'énergiques "jamais", alors qu'il sait parfaitement qu'il faudra bien céder. Il éveille ainsi chaque fois dans le peuple allemand des illusions qui conduisent à de nouveaux déboires.

Dans la question des extraditions aussi, les Allemands auraient eu peut-être plus de succès s'ils avaient cherché à convaincre l'Entente par des arguments probants et à amener les Alliés à proposer d'eux-mêmes des adoucissements, au lieu de réclamer à haute voix des facilitations que le ton de leur demande faisait refuser.

Toutes les humiliations que subit le Gouvernement allemand augmentent les chances de la droite et encouragent les espoirs d'un retour à un Gouvernement bourgeois: même X

dans les cercles les plus conservateurs, on reconnaît d'ailleurs qu'un retour à la monarchie provoquerait la guerre civile, et l'on tend seulement au rétablissement d'un régime bourgeois, démocratique, anti-socialiste.

Les spartaciens et les communistes paraissent renoncer à l'action par l'émeute et par la grève; la droite en a assez des révolutions, même en faveur de la réaction. Tout indique donc un retour aux moyens légaux et il n'y a de danger que du côté de la famine et du froid.

Les réformes financières prévues sont si profondes qu'elles signifient un renversement complet de l'ordre économique capitaliste.

D'Italie, nous apprenons qu'une chose paraît certaine: que Fiume soit constituée en ville libre, qu'elle soit administrée par la Société des Nations ou sous une autre forme, les Italiens ne la quitteront pas. Les socialistes eux-mêmes, malgré leurs criaileries anti-militaristes, n'oseraient jamais préconiser l'abandon de cette ville qui est considérée maintenant par l'Italie entière comme un symbole. X

D'Annunzio, naturellement, n'a pas accepté la solution proposée et il est soutenu dans son entreprise par une partie de la population, par le syndic même de la ville et par les femmes, dit-on, qui sont toutes pour le poète. Mais la majorité est contre lui et son règne ne peut plus être de longue durée.

Le discours que M. Clémenceau a prononcé à ce sujet, à la Chambre française, contenait quelques paroles qui ont vivement indigné l'opinion italienne: "L'Italie, a-t-il dit, s'était engagée à donner # Fiume à la Croatie, après quoi elle nous a demandé de manquer à nos engagements en refu-

sant Fiume aux Serbes et aux Yougo-Slaves qui ont combattu avec une admirable énergie." Si ce n'est pas le texte exact des paroles de M. Clémenceau, c'est en tous cas dans ce sens qu'il a parlé. A cela les Italiens font observer que dans le Traité de Londres de 1915 il n'était pas question de laisser Fiume à la Yougo-Slavie dont personne ne parlait à cette époque, que depuis lors ils ont consenti à céder la partie de la Dalmatie que le Traité leur promettait, en échange de Fiume et qu'enfin les Yougo-Slaves, dont M. Clémenceau parle avec tant de sympathie, se sont battus avec énergie, c'est vrai, mais pour l'Autriche. Ils n'ont passé dans le camp des Alliés qu'à la dernière heure, après la défaite de l'Autriche-Hongrie, ce qui n'est pas autrement glorieux. Toute la presse italienne s'élève contre Clémenceau. "L'Avanti", grand organe des socialistes maximalistes, dit que le succès de Clémenceau en France prouve l'état de putréfaction de la bourgeoisie française. Les autres journaux sont moins grossiers, mais ne sont pas plus aimables pour le Président du Conseil français.

La situation des Allemands en Italie est des plus singulières: depuis des semaines ils arrivent en masse. L'un après l'autre, les hauts fonctionnaires, qui se trouvaient à la tête des établissements allemands à Rome, reprennent leur poste. Le Gouvernement italien favorise activement la reprise des affaires avec l'Allemagne. La presse ne contient plus d'articles hostiles à l'Allemagne, et les Allemands qui rentrent à Rome peuvent avoir l'impression que rien ne s'est passé dans ces quatre années. Cela ne veut pas dire que l'on va leur rendre tous leurs biens. En particulier, la précieuse bibliothèque de l'Institut Archéologique allemand menace d'être longtemps encore, entre les deux Gouvernements, un sujet de discorde. Mais certainement l'Italie, parmi les pays de l'Entente, est celui où la paix des esprits se fera le plus vite.

Autrefois, les éléments soi-disant avancés étaient pour la France par hostilité contre les grands Empires conservateurs; maintenant, la France étant le boulevard du conservatisme bourgeois, n'a plus du tout le même ascendant sur ces éléments d'extrême gauche. Les catholiques restent hostiles à la France par tradition et les socialistes par politique. D'autre part, l'empressement du Gouvernement italien à faire connaître à l'Allemagne, par l'entremise du Gouvernement fédéral, la désignation de son représentant à Berlin, dès que la paix sera ratifiée, est un fait significatif.

L'Allemagne et ses partisans en Italie bénéficient en ce moment de la mauvaise humeur générale provoquée par le récent discours de M. Clémenceau et par les nouvelles de l'étranger concernant la solution internationale de la question de Fiume.

I

En Espagne, la situation sociale semble s'être plutôt améliorée, tout au moins les crises qu'on pressentait ont été retardées. Les 200 employés de tramways grévistes ont été congédiés et la compagnie a engagé suffisamment de personnel pour assurer un service à peu près normal. Les employés des services municipaux de l'éclairage, du gaz et des eaux, ont renoncé à la grève dont ils avaient menacé Madrid. L'attitude de l'"Union ciudadana", décidée à employer tous les moyens pour remplacer les services en grève, a certainement contribué dans une large mesure à cet échec.

On annonce de Barcelone de nouveaux attentats; deux ouvriers furent assassinés le jour de Noël et la révolte des prisonniers semble avoir donné lieu à une répression violente. Poussés, semble-t-il, par le fanatisme syndicaliste, plusieurs ouvriers ont tenté à Séville d'assassiner à coups de révolver un patron.

Il ressort cependant des derniers événements qu'il existe plusieurs divergences au sein du parti syndicaliste: les uns poussent à la grève générale dans tous les cas, les autres ne paraissent décidés à la déclarer que dans le cas où le Gouvernement proclamerait l'état de siège ou prendrait contre eux des mesures violentes, comme l'incarcération des meneurs.

La situation politique est stationnaire; il est à prévoir que le Gouvernement actuel ne tentera de solutionner aucun des trois principaux problèmes d'actualité: la question sociale, celle des chemins de fer et celle des juntes militaires.

Les autorités espagnoles du Maroc font à Tanger une active propagande. Un de nos compatriotes nous parle d'une prochaine annexion de Tanger à la zone espagnole. L'Espagne accorderait à Tanger un droit de naturalisation aux indigènes et tenterait de cette manière d'accroître le nombre de ses ressortissants. La presse française s'en émeut. De son côté, le Congrès socialiste de Madrid a pris la décision de ne pas soutenir le Gouvernement dans sa politique au Maroc.

Un compatriote résidant dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes nous assure que les différends entre ces trois races sont une affaire purement intérieure, qui ne constitue pas un danger pour l'existence du nouvel Etat. Alors que les Serbes voudraient tout centraliser à Belgrade, les nouveaux citoyens estiment que la situation économique des diverses régions est si différente qu'un régime unitaire est impossible et qu'il faut organiser un Etat fédératif. Les problèmes économiques deviennent bien vite en Serbie des affaires de parti et les fonctionnaires, aveuglés par le côté poli-

- 13 -

tique, traitent sans objectivité les questions économiques dont la véritable importance leur échappe. La principale difficulté consiste dans l'insuffisance des moyens de transport. La grande ligne Belgrade-Agram-Laibach est à une seule voie et se trouve tout-à-fait incapable de remplir la tâche qui lui incombe. Les chemins de fer de Bosnie sont à voie étroite et se trouvent ainsi isolés dans l'Etat.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.

*P.S. La reconnaissance de l'Autriche
a été décidée ce matin (9 I. 20).*